



## 9<sup>èmes</sup> Rencontres de Cybèle

« *Que peut-on attendre de l'Union Européenne en Méditerranée ?* »

**Marseille, 29 septembre 2018**

\*\*\*\*\*

### **UE-PTM : un statu quo inquiétant**

#### **En 2005, déjà le désenchantement**

À l'automne 2005, un séminaire était organisé à l'Institut européen de la Méditerranée (IEMed) à Barcelone. Il s'agissait alors de faire le point sur les dix ans écoulés du Processus euro-méditerranéen lancé dans cette même ville en 1995. Des notes que nous avons conservées de cette rencontre, il ressort que l'ambiance n'était guère à l'optimisme concernant la perspective de l'émergence, à court terme, d'un espace de prospérité commun aux deux rives de la Méditerranée. Les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis et les guerres qui avaient suivi, le gel du processus de paix entre Israéliens et Palestiniens ainsi que l'éclatement d'une deuxième intifada dans les Territoires occupés et, enfin, l'incapacité des pays tiers méditerranéens (PTM) à parler d'une même voix furent des éléments déplorés par tous les intervenants.

Ce séminaire fut aussi l'occasion pour des représentants des sociétés civiles du pourtour sud et est de la Méditerranée de critiquer le caractère prioritaire de l'élargissement de l'Union européenne (2004) à plusieurs pays de l'ex-bloc de l'Est aux dépens des PTM. Déjà, à cette époque, était citée la fameuse statistique du « 10 pour 1 », comprendre 10 euros investis ou dépensés en faveur des futurs puis nouveaux membres de l'UE contre 1 euro pour les pays tiers méditerranéen. Dans le même temps, deux autres thèmes furent aussi évoqués : pour le premier, les représentants marocains et tunisiens insistèrent sur la nécessité d'un traitement « individualisé » ou « différencié » par l'UE vis-à-vis des PTM. En clair, l'Europe était encouragée à faire plus et plus vite pour les pays « méritants », les « bons élèves » qui se mettaient à jour sur le plan des réformes et des mesures structurelles et qui démontraient donc une volonté réelle d'aller plus loin dans le processus d'association avec l'Europe.

Le second thème fut surtout abordé par des représentants de sociétés civiles désireux de raccrocher le séminaire aux actualités immédiates. Il s'agissait pour ces intervenants de rappeler les vérités qui fâchent et d'insister sur l'état peu reluisant des libertés individuelles et du pluralisme politique dans le monde arabe. Il fut fait référence à plusieurs reprises aux multiples rapports du Programme des Nations Unies pour le développement (Pnud) à propos du monde arabe (2003, 2005). L'idée que les relations entre l'Europe et les PTM ne pouvaient s'améliorer sans une évolution notable des régimes du Sud et de l'Est de

la Méditerranée fut donc souvent défendue durant les débats, s'opposant de manière plus ou moins explicite aux tenants de la théorie selon laquelle l'économie et son dynamisme finiraient par tout régler. Six ans plus tard, les printemps arabes se chargèrent de rappeler les attentes des populations et leurs exigences en faveur de changements politiques, institutionnels et sociaux.

### **En 2018, une situation inquiétante**

Où en est-on en septembre 2018 ? Beaucoup de choses ont changé au Sud et à l'Est de la Méditerranée mais personne n'ira affirmer qu'elles sont allées dans le bon sens. Sans même parler de démocratie, on ne peut que relever l'absence de progrès en matière d'État de droit ou de garantie, comme le formulait Anna Harendt, de « droit aux droits fondamentaux ». Dans les pays où règne (encore) la paix civile, l'autoritarisme est prégnant et les libertés individuelles sont restreintes au nom de la stabilité (Algérie, Égypte, Turquie). D'autres pays sont quant à eux en guerre civile (Syrie, Libye) quand leurs voisins n'en finissent pas de s'engluer dans les difficultés économiques et sociales (Jordanie, Liban, Maroc). Dans ce panorama quelque peu déprimant, seule la Tunisie fait figure d'exception avec une transition démocratique qui poursuit vaillamment son chemin. Mais dans tous les cas, la prospérité économique n'est pas au rendez-vous. Les taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) demeurent trop faibles pour garantir un décollage économique. Et les situations sociales sont explosives avec notamment un chômage endémique des jeunes. Autrement dit, les choses se sont dégradées depuis 2008, dernière date où, à l'initiative de la France, une relance du processus euro-méditerranéen fut tentée par le biais de la création de l'Union pour la Méditerranée (UpM).

La question des migrants en Méditerranée démontre bien l'échec des politiques au sud de l'Europe. Certes, un grand nombre de ces migrants sont d'origine subsaharienne mais cela ne doit pas faire oublier que toutes les nationalités des PTM sont représentées. Le drame du naufrage d'une embarcation au large des îles Kerkennah (Tunisie) en juin 2018, avec près de 80 jeunes Tunisiens morts ou disparus, le montre bien. La jeunesse maghrébine comme son homologue du Levant rêve toujours de départ à n'importe quel prix et cela devrait interpeller celles et ceux qui s'impliquent depuis longtemps dans le dialogue euro-méditerranéen.

### **Mais que veut l'Europe ?**

Le constat dressé concernant les PTM n'est guère réjouissant mais il est évident que la situation au nord de la Méditerranée, elle aussi, n'incite guère à l'optimisme. La crise grecque puis le Brexit ont mis en exergue les contradictions et les faiblesses de l'Union européenne (UE). A cela, s'ajoute désormais la montée en puissance de mouvements populistes qui encouragent le durcissement des politiques de voisinage dans un sens plus sécuritaire. La menace du terrorisme, incarnée notamment par l'Organisation de l'État islamique (OEI), est aussi un facteur qui pèse sur l'évolution politique de l'UE. Il est évident que cette dernière connaît une crise sérieuse et qu'elle cherche, elle-même, de nouvelles voies pour avancer sur le chemin de l'intégration.

Mais cela ne doit pas dispenser les pays européens de préciser leurs intentions à l'égard des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée. Nous sommes dans un contexte des plus difficiles et des plus inquiétants. La question est simple : que veulent les pays européens ? A cette interrogation, des pans entiers des opinions publiques des PTM apportent des réponses alarmistes – certains diront complotistes. Ces opinions entendent les discours incendiaires et islamophobes notamment au centre et à l'est de l'Europe. Surtout, elles voient que les armées européennes interviennent en Irak, en Libye, en Syrie et au Sahel sans oublier le

Yémen où les Occidentaux sont partie prenante, même indirectement, des combats. Quels que soient les prétextes invoqués pour ces interventions, le fait est là : depuis 1991 et la première guerre du Golfe, les armées occidentales n'ont jamais été aussi présentes dans la région. Pour de nombreux habitants des rives sud et est de la Méditerranée, la conclusion est limpide : l'Europe est animée d'intentions guerrières pour ne pas dire néo-impérialistes.

Il est donc urgent que l'UE réaffirme ses intentions de coopération, d'ouverture et de relations pacifiques. Faute de quoi, le bellicisme des uns et des autres ainsi que la logique de guerre que l'on voit se diffuser un peu partout vont se renforcer. Il y a urgence d'un dialogue renoué qui poserait les bases d'une refondation du dialogue euro-méditerranéen. L'Europe et les PTM ont besoin d'un nouveau projet fédérateur qui saura s'affranchir des difficultés actuelles. Se contenter de parler de sécurité, comme le font les 5+5 ou d'approfondissements des ouvertures commerciales – comme c'est le cas pour la Tunisie – mènera à de nouvelles difficultés. Dans les années 1970, les accords d'Helsinki avaient contribué à faire baisser les tensions entre les deux grands blocs de l'époque. Il ne s'agit pas de refaire les choses à l'identique mais de (re) penser un processus afin qu'il apaise les relations entre les deux rives de la Méditerranée et que soient surtout prises en compte les attentes, et les craintes, des peuples du Sud et de l'Est.

### **La loi implacable de la géographie**

Comme en 1995 lors du lancement du processus de Barcelone, comme dix ans plus tard en 2005 ou comme en 2008 au moment de la création de l'Union pour la Méditerranée (UpM), la stratégie de nombre de PTM repose sur un postulat implicite qui est, en partie, responsable de la stagnation de la région. En effet, et sans jamais l'avouer de manière officielle, chacun est persuadé de pouvoir s'en sortir seul et qu'il est préférable pour lui d'entretenir des relations directes avec l'Europe et les Européens plutôt que de perdre son temps à essayer de trouver une position commune avec ses voisins.

À titre d'exemple, jamais le thème du « coût du non-Maghreb » n'aura donc été aussi pertinent. Il y a une incapacité des pays de cette région à comprendre que le salut est collectif et que l'absence de projets communs et de dynamique d'intégration sous-régionale sont des handicaps majeurs. Autrement dit, la balle n'est pas que dans le camp de l'Union européenne. Le partenariat euro-méditerranéen gagnerait beaucoup en crédibilité si, d'aventure, les pays du pourtour sud comprenaient que la géographie est une réalité incontournable en renouant avec un dialogue intra-régional qui redonnerait enfin des couleurs à l'Union du Maghreb arabe (UMA).

Une intervention de M. **Akram Belkaïd**, journaliste